

Le FNUAP salue les progrès du Burundi en matière de planification familiale

PANA, 11 juillet 2018 Bujumbura, Burundi - Le représentant résident du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), Richmond Tiemoko, a salué mercredi, les progrès "importants" du Burundi en matière de planification familiale sur la base des résultats d'enquête démographique et de santé de la reproduction qui montrent que le taux de prévalence contraceptive est passé de 9%, en 1987, à 29%, en 2017.

Le diplomate onusien intervenait à l'occasion de l'occasion 2018 de la Journée mondiale de la population, instaurée en 1989 par le Conseil d'administration du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), soit deux ans après que la planète eut franchi la barre des cinq milliards d'habitants. Pour lui, 32% des besoins les plus urgents restent néanmoins à satisfaire en matière de planification familiale au Burundi, citant, entre autres, les services de base, la communication entre parents et enfants ou encore la sensibilisation soutenue à la limitation des naissances. L'objectif pour le Burundi serait d'atteindre entre 55 et 60 % de taux de prévalence contraceptive à l'horizon 2030, selon la même source qui a promis le soutien agissant du FNUAP à la planification familiale dans ce pays de 10 millions d'habitants sur une superficie de moins de 29.000 km² et une densité moyenne de 400 habitants au km², soit l'une des plus élevées d'Afrique. Le Burundi, qui enregistre encore une croissance démographique de 3% par an, n'est toutefois pas un cas isolé, à en croire toujours M. Tiemoko qui a fait état de 214 millions de femmes dans les pays en développement qui souhaiteraient retarder le moment d'avoir un enfant ou ne plus avoir d'enfants, mais qui n'utilisent aucun moyen de contraception. Les spécialistes estiment que la planification familiale constitue un défi majeur pour le développement socio-économique, en particulier au Burundi où 90% de la population vivent de l'agriculture pendant que les surfaces cultivables se raréfient de plus en plus, sur fond d'une démographie galopante. La « Vision 2025 » du gouvernement burundais ambitionne de faire passer l'indice synthétique de fécondité de 6,4 enfants par femme actuellement, à trois enfants par femme ici à 2025. Cela suppose l'abattage de certaines barrières socio-culturelles qui freinent l'accroissement rapide du taux de planification familiale, notamment le niveau bas d'éducation de la population burundaise, les croyances religieuses dans une progéniture nombreuse qui est considérée comme un don divin, entend-on surtout chez les plus anciens.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});